



## Conseil d'administration

Séance du 28 novembre 2024

### Motion n°02-2024

#### **Motion relative aux moyens alloués en 2025 pour les parcs nationaux acteurs majeurs dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Biodiversité 2030**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.331-8, R.331-23 et suivants définissant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2021, modifié par arrêtés préfectoraux des 7 février 2022 et 11 janvier 2023, portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du Parc national du Mercantour ;

Vu le budget initial proposé au vote du conseil d'administration de ce jour ;

Vu les dispositions du règlement intérieur du conseil d'administration du Parc national du Mercantour, modifié par délibération du 13 mars 2020 ;

Vu la procédure de vote en ligne mise en place par le Parc national et les résultats issus de ce dispositif, cette séance du conseil d'administration s'étant déroulée en visio-conférence et en présentiel ;

Considérant la Stratégie Nationale pour la Biodiversité adoptée en 2023 ;

Considérant les résultats de l'évaluation de la mise en œuvre de la Charte en 2024 ;

Considérant les éléments rapportés au présent conseil d'administration et notamment le projet gouvernemental de réduire les plafonds d'emplois des Parcs nationaux dans le Projet de Loi de Finances 2025 et de réduire drastiquement les montants du Fonds Biodiversité ;

Considérant le courrier de la conférence des Présidents des Parcs nationaux adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des risques, en date du 26 novembre 2024 ;

#### **Après en avoir délibéré, le conseil d'administration du Parc national du Mercantour :**

**Article 1 :** s'oppose fermement aux décisions qui conduiraient, en 2025, à une baisse des moyens alloués aux parcs nationaux, en personnel, en dotation ou en soutien aux actions ; ceci, en cohérence avec les engagements pris par les parcs nationaux vis-à-vis des territoires au travers des chartes et des contrats d'objectifs et de performance

**Article 2 :** souligne l'impact majeur du Parc national sur le territoire composé de 28 communes en matière de protection de la biodiversité et de développement d'activités respectueuses de l'environnement et comme facteur d'attractivité et de résilience par rapport au changement climatique.

.../...

**Article 3** : mandate le président pour conduire toutes les actions utiles à la mobilisation en vue de maintenir les moyens humains et financiers dévolus aux Parcs nationaux ainsi que la préservation des crédits pour la biodiversité.

**Cette motion est adoptée à 22 voix pour, 0 voix contre, 6 abstentions (les représentants de l'État et de ses opérateurs).**

A Nice, le 28 novembre 2024

Le président  
du conseil d'administration



**Charles Ange GINESY**



Chambéry, le 26 novembre 2024

A l'attention de Madame Agnès Pannier-Runacher  
Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie,  
du Climat et de la Prévention des risques

Hôtel de Roquelaure 246, boulevard Saint-Germain  
75 007 Paris

Madame la Ministre,

Suite aux récentes annonces budgétaires, au nom du collectif des Présidents des conseils d'administration des Parcs nationaux, établissements sous tutelle de votre Ministère, je vous fais part de la vive inquiétude des établissements publics que nous présidons.

De la protection de la biodiversité au développement d'activités respectueuses de l'environnement, les Parcs nationaux sont des acteurs incontournables des engagements de la France dans le cadre de l'accord de la COP15 Kunming-Montréal pour mettre fin à la perte de la biodiversité et la restaurer. La Stratégie nationale biodiversité 2030 et le futur plan national de restauration traduisent cet engagement de réduire les pressions sur la biodiversité, de protéger et de restaurer les écosystèmes. Représentant plus du tiers des aires protégées terrestres en France en surface, les Parcs nationaux sont pleinement engagés à vos côtés pour la mise en œuvre de cette politique. Lors du Salon des maires et des collectivités locales que vous avez honoré de votre présence, les élus des Parcs nationaux ont fait la démonstration d'une possible conciliation entre protection forte des patrimoines naturel et culturel et développement d'activités socio-économiques vertueuses sur les territoires.

Porteurs de la transition écologique au plus près du terrain, les Parcs nationaux sont de véritables territoires d'innovation. Leurs territoires, qui couvrent 8 % du territoire national et attirent près de 10 millions de visiteurs chaque année, sont un laboratoire pour tout un ensemble de politiques publiques portées par votre Ministère ainsi que par le Ministère du Partenariat avec les territoires et de la décentralisation, le Ministère délégué de l'Economie du tourisme et le Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt. Nous attirons également votre attention sur le fait que les Parcs nationaux, du fait de leur vocation de gestionnaire territorial sont, bien plus que d'autres types d'établissements publics, directement exposés face aux effets du changement climatique dans l'exercice même de leurs missions. Ils sont pleinement investis dans l'accompagnement des territoires dans la construction d'une stratégie d'adaptation et de prévention des risques. Les Parcs nationaux alpins, avec le Parc national des Ecrins comme chef de file, répondront présents pour accompagner vos récentes annonces sur des mesures structurantes pour l'avenir de nos montagnes et de nos glaciers : renforcement de la connaissance scientifique, protection forte des glaciers et écosystèmes post-glaciaires, soutien en ingénierie aux communes montagnaises dans leur démarche d'adaptation au changement climatique.

Informés de la volonté du gouvernement de réduire les effectifs de ses opérateurs afin de renforcer l'exemplarité sur le fonctionnement de l'État [...] tout en maintenant les moyens des politiques publiques prioritaires, le collectif des Présidents des Parcs nationaux de France vous alerte sur l'impact de la décision prise par votre Ministère de baisser le plafond d'emplois des parcs nationaux de 7 ETP. Nous nous opposons fermement à cette décision qui aurait pour

conséquence d'inverser la trajectoire adoptée par le gouvernement ces dernières années et d'afficher une incohérence dans les engagements pris au niveau des établissements des parcs nationaux vis-à-vis des territoires. Les Contrats d'objectifs et de performance récemment adoptés par les conseils d'administration des Parcs nationaux s'en verront ainsi obérés et nous seront contraints de les réviser pour en supprimer des missions.

L'impact sera également très important sur deux Parcs nationaux récemment créés, le Parc national de forêts et le Parc national des Calanques, ne leur permettant pas d'atteindre une capacité d'action à hauteur de leurs enjeux et missions en lien avec la SNB 2030.

Outils pleinement dédiés à la mise en œuvre des politiques que vous portez au nom du président de la République et du gouvernement, il est essentiel que les moyens dévolus aux Parcs nationaux ainsi que les crédits pour la biodiversité soient préservés.

Restant à votre disposition pour tout échange, je vous prie de recevoir, Madame la Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Pour les Parcs nationaux de France,

Rozenn Hars



Présidente de la conférence des Présidents de Parcs nationaux  
Présidente du conseil d'administration du Parc national de la Vanoise

Copie :

- Mesdames et messieurs les présidentes et présidents des parcs nationaux
- Mesdames et messieurs les directrices et directeurs de parcs nationaux
- DGALN/DEB